

LIBERALISATION DE L'AUTOCAR :



... **DANGER !!**

Au sortir d'une Conférence Environnementale où les transports faisaient l'objet d'une table ronde, on sort un projet de loi (MACRON) prévoyant une libéralisation de l'autocar, très loin de faire l'unanimité !

- ➔ Ce projet de loi prévoit des «services librement organisés» avec «la possibilité, pour les entreprises de transport public routier de personnes, d'assurer –à leur initiative- toute desserte interurbaine». **On permet ainsi un développement de la concurrence à outrance inter et intra modale.**

Dans un période où de nombreuses lignes ferroviaires sont menacées de fermeture par manque d'investissement dans l'entretien et la modernisation des infrastructures ferroviaires tout comme le renouvellement du matériel (Corail-train de nuit ...) avec une réforme du système ferroviaire qui n'a pas réglé le problème de la dette du système, dette d'Etat.

- ➔ **Arrêtons d'opposer et de mettre en concurrence les modes de transports et les salariés qui les assurent !** Voyons les dégâts de cette logique politique dans le transport des marchandises, source d'un dumping social conduisant à des milliers de suppressions d'emplois dans le transport routier marchandises, dans le Fret ferroviaire, tout en développant une précarisation de l'emploi, sans oublier les effets négatifs sur les enjeux environnementaux !

Car, contrairement aux annonces faites, il n'y aura pas la création de 10 000 emplois (et de quels emplois parlons-nous : précaires-travailleurs détachés ...) pendant que des milliers sont supprimés à la SNCF.

- ➔ De plus, il faut aussi savoir qu'une partie des usagers du rail ne se reporte pas sur les autocars et reprend la voiture. **On va encore amplifier les inégalités sociales et territoriales : le TGV pour les grandes métropoles et les plus nantis, l'autocar pour les autres villes et les plus démunis.**

Comme pour le transport routier marchandises, on ne comptabilise pas -dans le tarif- les coûts externes (accidentologie, usure des infrastructures, pollution ...) payés par tous les contribuables !!

La CGT considère que nous avons besoin de tous les modes de transports en complémentarité, dans un concept multimodal, sous contrôle et maîtrise publics.

Cela pour reconstruire un véritable service public de transport répondant à l'intérêt général accessible à tous (y compris tarifaire), quel que soit le territoire... ce que n'est pas la politique du bas coût (low cost) qui conduit à une baisse de la qualité de service, fragilise la sécurité, précarise et supprime l'emploi, avec des effets extrêmement négatifs sur l'augmentation des émissions de CO2 –avec un report à l'envers du rail vers la route.



AU FINAL, CETTE STRATEGIE BAS COUT, C'EST PERDANT/PERDANT POUR LES SALARIES ET LES USAGERS MAIS GAGNANT/GAGNANT POUR LES GRANDS GROUPES ET LEURS ACTIONNAIRES !!!